

**Art. 4.** Artikel 27 van hetzelfde akkoord wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

“Alvorens het jaarlijkse auditplan goed te keuren, gaat het Auditcomité na of de risico's en prioriteiten die werden geïdentificeerd door de Regeringen alsook door het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het Strategisch Comité van de Waalse Overheidsdienst en het Directiecomité van de instellingen van openbaar belang die hun auditactiviteiten aan de gezamenlijke auditdienst hebben gedelegeerd, door de gezamenlijke auditdienst in aanmerking werden genomen bij de opstelling van het ontwerp van het jaarlijkse interne auditplan. Het zorgt er ook voor dat de auditopdrachten worden verdeeld tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de Waalse Overheidsdienst, rekening houdend met de middelen die ter beschikking worden gesteld van de gezamenlijke auditdienst door elke Regering, die kennis neemt van het auditplan.”

**Art. 5.** Artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 16 mei 2019 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië en de modaliteiten voor de overplaatsing van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Overheidsdienst naar deze gezamenlijke dienst, wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 38 van hetzelfde samenwerkingsakkoord:

1° de woorden “het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 met betrekking tot” worden vervangen door de woorden “de bepalingen met betrekking tot”;

2° de woorden “is van toepassing” worden vervangen door de woorden “zijn van toepassing”.

Gedaan te Brussel, 17 mei 2023.

Voor de Franse Gemeenschap,

De minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
F. DAERDEN

Voor het Waalse Gewest,

De minister-president,  
E. DI RUPO

De minister voor Ambtenarenzaken,  
V. DE BUE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45640]

**28 JUNI 2023. — Décret modifiant les dispositions organiques de plusieurs personnes morales de droit public dépendant de la Région wallonne en ce qui concerne le régime des mandats (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)*

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 4 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.), modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, 6°, les mots «, du directeur général adjoint » sont abrogés;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le directeur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 17 du présent décret ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code. ».

CHAPITRE 2 — *Modification du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne*

**Art. 2.** Dans l'article 7, § 2, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, remplacé par le décret-programme du 18 décembre 2003 et modifié par le décret-programme du 3 décembre 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 14 du présent décret ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les directeurs généraux adjoints, et, le cas échéant, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code. ».

CHAPITRE 3. — *Modification du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers*

**Art. 3.** Dans l'article 11 du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 13 du présent décret ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les directeurs généraux de rang A3 et les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont nommés par le Gouvernement, pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code. ».

CHAPITRE 4. — *Modifications du Code wallon de l'habitation durable*

**Art. 4.** L'article 105 du Code wallon de l'habitation durable, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 105. La Société est dirigée par un directeur général.

Le directeur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

Sauf exception prévue par le Gouvernement en application des articles 127 et 128 du présent Code ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du Code de la fonction publique wallonne. ».

**Art. 5.** Dans l'article 106 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 9 février 2012, les mots « et de directeur général adjoint sont incompatibles » sont remplacés par les mots « est incompatible ».

**Art. 6.** À l'article 107 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « et le directeur général adjoint » sont abrogés;
- b) au 1<sup>o</sup>, le mot « exécutent » est remplacé par le mot « exécute »;
- c) au 2<sup>o</sup>, le mot « assurent » est remplacé par le mot « assure »;
- d) au 3<sup>o</sup>, le mot « exercent » est remplacé par le mot « exerce »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et le Directeur général adjoint peuvent déléguer certains des pouvoirs qu'ils détiennent » sont remplacés par les mots « peut déléguer certains pouvoirs qu'il détient »;

b) à l'alinéa 2, les mots « ou du Directeur général adjoint » sont abrogés.

CHAPITRE 5. — *Modifications du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi*

**Art. 7.** A l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, les mots « directeurs généraux adjoints » sont remplacés par les mots « directeurs généraux ».

**Art. 8.** A l'article 23<sup>ter</sup> du même décret, remplacé par le décret du 17 mars 2016, les mots « directeurs généraux adjoints » sont remplacés par les mots « directeurs généraux ».

**Art. 9.** Dans l'article 23<sup>quater</sup> du même décret, remplacé par le décret du 17 mars 2016, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le siège central est composé de trois directions générales centrales qui se répartissent les compétences matérielles suivantes :

- 1<sup>o</sup> le développement et la gestion des produits et services aux employeurs et aux particuliers;
- 2<sup>o</sup> la stratégie en ce compris le positionnement du FOREM en tant qu'opérateur ou régisseur du marché de l'emploi et de la formation;
- 3<sup>o</sup> l'organisation de ses relations avec les opérateurs, et la coordination des actions visant à favoriser la mobilité interrégionale des demandeurs d'emploi et des travailleurs;
- 4<sup>o</sup> les ressources humaines, la gestion et le développement des finances, de l'administration et des technologies de l'information. ».

**Art. 10.** A l'article 23<sup>quinqüies</sup> du même décret, modifié par le décret du 17 mars 2016, les mots « directeurs généraux adjoints » sont chaque fois remplacés par les mots « directeurs généraux ».

**Art. 11.** L'article 23<sup>sexties</sup> du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié en dernier lieu par le décret du 17 mars 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23<sup>sexties</sup>. L'Office est dirigé par un administrateur général de rang A1 assisté d'un administrateur général adjoint de rang A2 et de sept directeurs généraux de rang A3.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 25 du présent décret ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, et sous réserve de l'application des dispositions particulières fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et sous réserve de l'application des dispositions particulières contenues dans le chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des

membres du personnel contractuel de l'Office, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les directeurs généraux et les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code.

Dans l'organisation interne des directions générales centrales ou des directions territoriales, les directeurs généraux justifient de leur gestion quotidienne uniquement devant l'administrateur général.

Chaque directeur général d'une direction générale centrale ou d'une direction territoriale est réputé ordonnateur des dépenses et des recettes pour ce qui concerne les dépenses liées directement aux activités de la direction générale ou de la direction territoriale qu'il dirige. ».

CHAPITRE 6. — *Modification du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques*

**Art. 12.** À l'article 5 du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques, modifié par les décrets du 18 décembre 2003 et du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° un nouvel alinéa 1<sup>er</sup> est inséré, rédigé comme suit :

« Le Centre est dirigé par un directeur général assisté d'un directeur général adjoint. »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, devenant l'alinéa 2, les mots « Le Directeur général et le directeur général adjoint sont désignés » sont remplacés par « Le directeur général est désigné »;

3° l'article est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, le directeur général adjoint et, le cas échéant, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code. ».

CHAPITRE 7. — *Modifications du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises*

**Art. 13.** Dans l'article 9, § 6, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, inséré par le décret du 30 mai 2013, les mots « et l'administrateur général adjoint » sont abrogés.

**Art. 14.** Dans l'article 10*bis*, § 3, du même décret, inséré par le décret du 30 mai 2013, les mots « et l'administrateur général adjoint assistent » sont remplacés par le mot « assiste ».

**Art. 15.** Dans l'article 11 du même décret, remplacé par le décret du 3 décembre 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 17 du présent décret ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code. ».

**Art. 16.** À l'article 12 du même décret, modifié par le décret du 30 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 4 est abrogé;

2° au paragraphe 6, les mots « et l'administrateur général adjoint assistent » sont remplacés par le mot « assiste ».

**Art. 17.** Dans l'article 13 du même décret, modifié par le décret du 30 mai 2013, les mots « ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint. Si celui-ci est également empêché, » sont abrogés.

CHAPITRE 8. — *Modification du Code wallon du Tourisme*

**Art. 18.** Dans l'article 7.D. du Code wallon du Tourisme, modifié par le décret du 3 décembre 2015, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 12.D du présent Code ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, le commissaire général adjoint et, le cas échéant, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du Code de la fonction publique wallonne. ».

CHAPITRE 9. — *Modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

**Art. 19.** L'article 26, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 3 décembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 27 du présent Code ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du Code de la fonction publique wallonne. ».

CHAPITRE 10. — *Modification du Code wallon de l'Agriculture*

**Art. 20.** À l'article D.231 du Code wallon de l'Agriculture, modifié par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « assisté d'un directeur général adjoint » sont abrogés;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article D.232 du présent Code ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du Code de la fonction publique wallonne. »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et au directeur général adjoint » sont abrogés.

CHAPITRE 11. — *Modification du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales*

**Art. 21.** L'article 39 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 42 du présent décret ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux sont désignés par le Gouvernement pour un mandat de rang A3 aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code. ».

CHAPITRE 12. — *Dispositions transitoire et finale*

**Art. 22.** L'agent titulaire, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, d'un emploi de rang A3 nouvellement soumis à mandat par le présent décret reste valablement affecté à cet emploi jusqu'à sa mise à la retraite, sa désignation comme mandataire en vertu des articles 341/8 à 344 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, ou toute autre circonstance libérant définitivement l'emploi.

L'agent, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, reste soumis au régime des fonctionnaires généraux non-mandataires visé à l'article 332 et suivants de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 juin 2023.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1349 (2022-2023) N<sup>os</sup> 1. à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 juin 2023.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45640]

**28. JUNI 2023 — Dekret zur Änderung der grundlegenden Bestimmungen mehrerer von der Wallonischen Region abhängiger juristischer Personen des öffentlichen Rechts in Bezug auf die Mandatsregelung (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1. — *Änderung des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region (I.S.S.E.P.)*

**Artikel 1** - In Artikel 4 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de service public") in der Wallonischen Region, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1<sup>o</sup> in Paragraf 2 Ziffer 6 wird die Wortfolge „, des stellvertretenden Generaldirektors“ aufgehoben;

2° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 4. Der Generaldirektor wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in Titel II des Buches II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bestimmt.

*Außer bei Ausnahmen, die von der Regierung in Anwendung von Artikel 17 des vorliegenden Dekrets oder von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, vorgesehen sind, und gemäß Artikel 10 Paragraf 3 Absatz 2 und Artikel 339 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden die anderen Generalbeamten des Dienstrangs A3 von der Regierung für eine Amtszeit unter den in Titel II des Buches II desselben Kodex festgelegten Bedingungen bestimmt.”.*

*KAPITEL 2 — Änderung des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren*

**Art. 2** - In Artikel 7 Paragraf 2 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren, ersetzt durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Dezember 2015, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

*“Außer bei Ausnahmen, die von der Regierung in Anwendung von Artikel 14 des vorliegenden Dekrets oder von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, vorgesehen sind, und gemäß Artikel 10 Paragraf 3 Absatz 2 und Artikel 339 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden die beigeordneten Generaldirektoren und gegebenenfalls die anderen Generalbeamten des Dienstrangs A3 von der Regierung für eine Amtszeit unter den in Titel II des Buches II desselben Kodex festgelegten Bedingungen bestimmt.”.*

*KAPITEL 3 — Änderung des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der “Agence Wallonne à l’Exportation et aux investissements étrangers” (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen)*

**Art. 3** - In Artikel 11 des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der “Agence Wallonne à l’Exportation et aux investissements étrangers” (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen), zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

*“Außer bei Ausnahmen, die von der Regierung in Anwendung von Artikel 13 des vorliegenden Dekrets oder von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, vorgesehen sind, und gemäß Artikel 10 Paragraf 3 Absatz 2 und Artikel 339 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden die Generaldirektoren des Dienstrangs A3 und die anderen Generalbeamten des Dienstrangs A3 von der Regierung für eine Amtszeit unter den in Titel II des Buches II desselben Kodex festgelegten Bedingungen ernannt.”.*

*KAPITEL 4 — Änderungen des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen*

**Art. 4** - Artikel 105 des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, wird durch Folgendes ersetzt:<0}

“Art. 105 - Die Gesellschaft wird von einem Generaldirektor geleitet.

Der Generaldirektor wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in Titel II des Buches II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bestimmt.

*Außer bei Ausnahmen, die von der Regierung in Anwendung von Artikel 127 und 128 des vorliegenden Gesetzbuches oder von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, vorgesehen sind, und gemäß Artikel 10 Paragraf 3 Absatz 2 und Artikel 339 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden die anderen Generalbeamten des Dienstrangs A3 von der Regierung für eine Amtszeit unter den in Titel II des Buches II desselben Gesetzbuches festgelegten Bedingungen bestimmt.”.*

**Art. 5** - In Artikel 106 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 9. Februar 2012, wird die Wortfolge “oder eines beigeordneten Generaldirektors” aufgehoben.

**Art. 6** - In Artikel 107 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge “üben der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor” wird durch die Wortfolge “übt der Generaldirektor” ersetzt;

b) in Ziffer 1 werden die Wörter “sie führen” durch die Wörter “er führt” ersetzt;

c) in Ziffer 2 wird die Wortfolge “sie gewährleisten die tägliche Geschäftsführung und vertreten” durch die Wortfolge “er gewährleistet die tägliche Geschäftsführung und vertritt” ersetzt;

d) in Ziffer 3 werden die Wörter “sie üben” durch die Wörter “er übt” ersetzt;

2° in Paragraf 2 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge "und der beigeordnete Generaldirektor können" durch das Wort "kann" ersetzt; in Absatz 2 wird die Wortfolge "oder der beigeordnete Generaldirektor" aufgehoben.

KAPITEL 5 — *Änderungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung)*

**Art. 7** - In Artikel 9 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "directeurs généraux adjoints" durch die Wortfolge "directeurs généraux" ersetzt;

**Art. 8** - In Artikel 23ter desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. März 2016, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "directeurs généraux adjoints" durch die Wortfolge "directeurs généraux" ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel 23quater desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. März 2016, wird in der französischen Fassung Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Le siège central est composé de trois directions générales centrales qui se répartissent les compétences matérielles suivantes :

1° le développement et la gestion des produits et services aux employeurs et aux particuliers;

2° la stratégie en ce compris le positionnement du FOREM en tant qu'opérateur ou régisseur du marché de l'emploi et de la formation;

3° l'organisation de ses relations avec les opérateurs, et la coordination des actions visant à favoriser la mobilité interrégionale des demandeurs d'emploi et des travailleurs;

4° les ressources humaines, la gestion et le développement des finances, de l'administration et des technologies de l'information."

**Art. 10** - In Artikel 23quinquies desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. März 2016, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "directeurs généraux adjoints" jedes Mal durch die Wortfolge "directeurs généraux" ersetzt.

**Art. 11** - Artikel 23sexties desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. März 2016, wird in der französischen Fassung durch Folgendes ersetzt:

"Art. 23sexties - L'Office est dirigé par un administrateur général de rang A1 assisté d'un administrateur général adjoint de rang A2 et de sept directeurs généraux de rang A3.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article 25 du présent décret ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, et sous réserve de l'application des dispositions particulières fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et sous réserve de l'application des dispositions particulières contenues dans le chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les directeurs généraux et les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code.

Dans l'organisation interne des directions générales centrales ou des directions territoriales, les directeurs généraux justifient de leur gestion quotidienne uniquement devant l'administrateur général.

Chaque directeur général d'une direction générale centrale ou d'une direction territoriale est réputé ordonnateur des dépenses et des recettes pour ce qui concerne les dépenses liées directement aux activités de la direction générale ou de la direction territoriale qu'il dirige."

KAPITEL 6 — *Änderung des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen*

**Art. 12** - In Artikel 5 des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen, abgeändert durch die Dekrete vom 18. Dezember 2003 und vom 30. April 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° ein neuer Absatz 1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Das Zentrum wird von einem Generaldirektor geleitet, mit der Unterstützung eines beigeordneten Generaldirektors.;"

2° in Absatz 1, der zu Absatz 2 wird, wird die Wortfolge "Der Generaldirektor und der stellvertretende Generaldirektor werden" durch die Wortfolge "Der Generaldirektor wird" ersetzt;

3° der Artikel wird um einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Außer bei Ausnahmen, die von der Regierung in Anwendung von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, vorgesehen sind, und gemäß Artikel 10 Paragraf 3 Absatz 2 und Artikel 339 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden der

stellvertretende Generaldirektor und gegebenenfalls die anderen Generalbeamten des Dienstrangs A3 von der Regierung für eine Amtszeit unter den in Titel II des Buches II desselben Kodex festgelegten Bedingungen bestimmt.“.

**KAPITEL 7 — Änderungen des Dekrets vom 17. Juli 2003 zur Gründung des „Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises“ (Wallonisches Institut für Aus- und Weiterbildung der Selbstständigen und der KMU)**

**Art. 13** - In Artikel 9 Paragraph 6 des Dekrets vom 17. Juli 2003 zur Gründung des „Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises“ (Wallonisches Institut für Aus- und Weiterbildung der Selbstständigen und der KMU), eingefügt durch das Dekret vom 30. Mai 2013, wird in der französischen Fassung die Wortfolge „et l’administrateur général adjoint“ gestrichen.

**Art. 14** - In Artikel 10bis Paragraph 3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 30. Mai 2013 wird in der französischen Fassung die Wortfolge „et l’administrateur général adjoint assistant“ durch das Wort „assiste“ ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel 11 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, wird in der französischen Fassung Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

„Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l’article 17 du présent décret ou de l’article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d’intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code.“.

**Art. 16** - In Artikel 12 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 30. Mai 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 4 wird aufgehoben;

2° in Paragraph 6 wird in der französischen Fassung die Wortfolge „et l’administrateur général adjoint assistant“ durch das Wort „assiste“ ersetzt.

**Art. 17** - In Artikel 13 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 30. Mai 2013, wird in der französischen Fassung die Wortfolge „ses pouvoirs sont exercés par l’administrateur général adjoint. Si celui-ci est également empêché,“ aufgehoben.

#### KAPITEL 8 — Änderung des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus

**Art. 18** - In Artikel 7.D. des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus, abgeändert durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, wird in der französischen Fassung Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

„Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l’article 12.D du présent Code ou de l’article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d’intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, le commissaire général adjoint et, le cas échéant, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du Code de la fonction publique wallonne.“.

#### KAPITEL 9 — Änderung des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit

**Art. 19** - Artikel 26 Paragraph 1 des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit, eingefügt durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, wird in der französischen Fassung um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l’article 27 du présent Code ou de l’article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d’intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux de rang A3 sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du Code de la fonction publique wallonne.“.

#### KAPITEL 10 — Änderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft

**Art. 20** - In Artikel D.231 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge „, mit der Unterstützung eines beigeordneten Generaldirektors“ aufgehoben;

b) Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„Außer bei Ausnahmen, die von der Regierung in Anwendung von Artikel D.232 des vorliegenden Gesetzbuches oder von Artikel 2 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, vorgesehen sind, und gemäß Artikel 10 Paragraph 3 Absatz 2 und Artikel 339 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden die anderen Generalbeamten des Dienstrangs A3 von der Regierung für eine Amtszeit unter den in Titel II des Buches II des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Bedingungen bestimmt.“;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge „und den beigeordneten Generaldirektor“ aufgehoben.

KAPITEL 11 — *Änderung des Dekrets vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Zahlung der Familienleistungen*

**Art. 21** - Artikel 39 des Dekrets vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Zahlung der Familienleistungen wird in der französischen Fassung um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

*“Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l’article 42 du présent décret ou de l’article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d’intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2°, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, les autres fonctionnaires généraux sont désignés par le Gouvernement pour un mandat de rang A3 aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du même Code.”*

KAPITEL 12 — *Übergangs- und Schlussbestimmung*

**Art. 22** - Der Bedienstete, der am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets Inhaber einer Stelle des Dienstrangs A3 ist, die durch das vorliegende Dekret neu dem Mandat unterliegt, bleibt bis zu seiner Versetzung in den Ruhestand, seiner Ernennung zum Mandatsträger gemäß Artikel 341/8 bis 344 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes oder jedem anderen Umstand, durch den die Stelle endgültig frei wird, rechtsgültig dieser Stelle zugewiesen.

Der in Absatz 1 genannte Bedienstete unterliegt weiterhin den Regelungen für Generalbeamte ohne Mandat gemäß Artikel 332 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. Juni 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2022-2023

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1349 (2022-2023) Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. Juni 2023

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45640]

**28 JUNI 2023. — Decreet tot wijziging van de organieke bepalingen van meerdere publiekrechtelijke rechtspersonen die van het Waalse Gewest afhangen wat betreft de mandaatregeling (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**HOOFDSTUK 1.** — *Wijziging in het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een “Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)” (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst in het Waalse Gewest)*

**Artikel 1.** In artikel 4 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een “Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)” (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst in het Waalse Gewest), laatst gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 6°, worden de woorden “, de adjunct-directeur-generaal” opgeheven;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. De directeur-generaal wordt door de Regering voor een mandaat aangewezen onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.



Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 17 van dit decreet of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van hetzelfde Wetboek. ».

**HOOFDSTUK 2.** — *Wijziging in het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven*

**Art. 2.** In artikel 7, § 2, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, vervangen door het programmadecreet van 18 december 2003 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 december 2015, wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

“Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 14 van dit decreet of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de adjunct-directeurs-generaal en, in voorkomend geval, de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van hetzelfde Wetboek.”.

**HOOFDSTUK 3.** — *Wijziging in het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het “Agence wallonne à l’Exportation et aux investissements étrangers” (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings)*

**Art. 3.** In artikel 11 van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het “Agence wallonne à l’Exportation et aux investissements étrangers” (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, wordt lid 3 vervangen als volgt:

“Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 13 van dit decreet of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de directeurs-generaal van rang A3 en, in voorkomend geval, de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering benoemd voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van hetzelfde Wetboek.”.

**HOOFDSTUK 4.** — *Wijziging in het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen*

**Art. 4.** Artikel 105 van het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen, laatst gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 105. De “Société” staat onder de leiding van een directeur-generaal.

De directeur-generaal wordt door de Regering voor een mandaat aangewezen onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig de artikelen 127 en 128 van dit Wetboek of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van de Waalse Ambtenarencode.”.

**Art. 5.** In artikel 106 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, worden de woorden “(en het ambt van adjunct-directeur-generaal)(zijn onverenigbaar met)” vervangen door de woorden “en van adjunct-directeur-generaal is onverenigbaar met”.

**Art. 6.** In artikel 107 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

- a) de woorden “en de adjunct-directeur-generaal » worden opgeheven ;
- b) onder 1°, in de Franse versie, wordt het woord “exécutent” vervangen door het woord “exécute”;
- c) onder 2°, in de Franse versie, wordt het woord “assurent” vervangen door het woord “assure”; onder 3° wordt het woord “exercerent” vervangen door het woord “exerce”;

2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in lid 1 worden de woorden “en de adjunct-directeur-generaal kunnen bepaalde bevoegdheden waarover ze krachtens dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan beschikken” vervangen door de woorden “kan bepaalde bevoegdheden waarover hij krachtens dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan beschikt”;
- b) in het tweede lid, worden de woorden “of van de adjunct-directeur-generaal” opgeheven.

**HOOFDSTUK 5.** — *Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)*

**Art. 7.** In artikel 19, § 1, lid 1, 4°, van het decreet van 6 betreffende de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) worden de woorden “adjunct-directeurs-generaal” vervangen door de woorden “directeurs-generaal”.

**Art. 8.** In artikel 23ter van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 17 maart 2016, worden de woorden “adjunct-directeurs-generaal” vervangen door de woorden “directeurs-generaal”.

**Art. 9.** In artikel 23<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 maart 2016, lid 2, wordt vervangen als volgt:

“De centrale zetel bestaat uit drie centrale directoraten-generaal die de volgende inhoudelijke bevoegdheden onder elkaar verdelen:

- 1° de ontwikkeling en het beheer van de producten en diensten aan de werkgevers en aan de particulieren;
- 2° de strategie, met inbegrip van de positionering van FOREM als operator of regisseur van de arbeidsmarkt en de vorming;
- 3° de organisatie van zijn relaties met de operatoren, en de coördinatie van de acties met het oog op het bevorderen van de intergewestelijke mobiliteit van de werkzoekenden en de werknemers;
- 4° de human resources, het beheer en de ontwikkeling van de financiën, van het bestuur en van de informatietechnologieën.”

**Art. 10.** In artikel 23<sup>quinquies</sup> van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 maart 2016, worden de woorden “adjunct-directeurs-generaal” vervangen door de woorden “directeurs-generaal”.

**Art. 11.** Artikel 23<sup>sexties</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en laatst gewijzigd bij het decreet van 17 maart 2016, wordt vervangen als volgt:

“Art. 23<sup>sexties</sup>. De Dienst wordt geleid door een administrateur-generaal van rang A1, bijgestaan door een adjunct-administrateur-generaal van rang A2 en zeven directeurs-generaal van rang A3.

De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden door de Regering voor een mandaat aangewezen onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 25 van dit decreet of artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waals Gewest vallen, en onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van het “Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi” en onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen vervat in hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de Dienst, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de directeurs-generaal en de andere ambtenaren-generaal van rang A3 aangewezen door de Regering tegen de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van hetzelfde Wetboek.

In de interne organisatie van de centrale directoraten-generaal en de territoriale directies leggen de directeurs-generaal verantwoording voor hun dagelijks beheer enkel af voor de administrateur-generaal.

Elke directeur-generaal van een centraal directoraat-generaal of van een territoriaal directoraat-generaal wordt geacht ordonnateur te zijn van de uitgaven en ontvangsten wat betreft de uitgaven die rechtstreeks verbonden zijn aan het/de door hem/haar geleide directoraat-generaal of territoriale directie.”

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging in het decreet van 3 juli 2003 houdende oprichting van het « Centre wallon de recherches agronomiques (Waals centrum voor landbouwonderzoek) » en van het « Comité d’orientation et d’évaluation de recherches agronomiques » (Comité inzake oriëntatie en evaluatie van landbouwonderzoek)*

**Art. 12.** In artikel 5 van het decreet van 3 juli 2003 houdende oprichting van het « Centre wallon de recherches agronomiques (Waals centrum voor landbouwonderzoek) » en van het « Comité d’orientation et d’évaluation de recherches agronomiques » (Comité inzake oriëntatie en evaluatie van landbouwonderzoek), gewijzigd bij de decreten van 18 december 2003 en 30 april 2009, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een nieuw eerste lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Het centrum wordt geleid door een directeur-generaal bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal.”;

2° in lid 1, dat lid 2 wordt, worden de woorden “De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden door de Regering aangewezen” vervangen door de woorden “De directeur-generaal wordt aangewezen”;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt :

“Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de adjunct-directeur-generaal en, in voorkomend geval, de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van hetzelfde Wetboek.”.

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen in het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een “ Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ” (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)*

**Art. 13.** In artikel 9, § 6, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een “ Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ” (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), ingevoegd bij het decreet van 30 mei 2013, worden de woorden “en de adjunct administrateur-generaal” opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 10<sup>bis</sup>, § 3, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 30 mei 2013, wordt de woorden “en de adjunct-administrateur-generaal wonen” vervangen door het woord “woont”.

**Art. 15.** In artikel 11 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 december 2015, wordt lid 2 vervangen als volgt:

“Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 17 van dit decreet of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van hetzelfde Wetboek.”.

**Art. 16.** Artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013, wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 4 wordt opgeheven.

2° in paragraaf 6 worden de woorden “en de adjunct-administrateur-generaal wonen” vervangen door het woord “woont”.

**Art. 17.** In artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013, worden de woorden “worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-algemeen bestuurder. Als deze laatste eveneens verhinderd is,” opgeheven. .

#### HOOFDSTUK 8. — *Wijziging in het Waals Toerismewetboek*

**Art. 18.** In artikel 7.D van het Waals Toerismewetboek, gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt lid 3 vervangen als volgt:

“Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 12.D van dit Wetboek of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de adjunct-commissaris-generaal en, in voorkomend geval, de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van de Waalse Ambtenarencode.”.

#### HOOFDSTUK 9. — *Wijziging in het Waalse Wetboek van sociale Actie en Gezondheid*

**Art. 19.** Artikel 26, § 1, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 27 van dit Wetboek of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van de Waalse Ambtenarencode.”.

#### HOOFDSTUK 10. — *Wijziging in het Waals Landbouwwetboek*

**Art. 20.** In artikel D.231 van het Waals Landbouwwetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de woorden “, die door een adjunct-directeur-generaal bijgestaan wordt” opgeheven;

b) het derde lid wordt vervangen als volgt:

“Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel D.232 van dit Wetboek of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van de Waalse Ambtenarencode.” ;

2° in paragraaf 2, lid 1, worden de woorden “en de adjunct-directeur-generaal” opgeheven;

#### HOOFDSTUK 11. — *Wijziging in het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsprestaties*

**Art. 21.** Artikel 39 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsprestaties wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 42 van dit decreet of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van hetzelfde Wetboek.”. ».

#### HOOFDSTUK 12. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 22.** De ambtenaar die op de dag van inwerkingtreding van dit besluit houder is van een betrekking van rang A3 omgevormd tot een mandaatbetrekking bij dit besluit blijft rechtsgeldig toegewezen aan de betrekking tot zijn opruistelling, zijn aanwijzing als mandataris krachtens artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of iedere andere omstandigheid waardoor de betrekking definitief vrijkomt.

De ambtenaar bedoeld in lid 1 blijft onderworpen aan de regeling van ambtenaren-generaal die niet mandataris zijn als bedoeld in artikel 332 en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 juni 2023.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2022-2023.  
Stukken van het Waalse Parlement wallon, 1349 (2022-2023) Nrs. 1 tot 4.  
Volledig verslag, plenaire zitting van 28 juni 2023.  
Bespreking.  
Stemming.

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT  
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

**MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT**

[2023/204788]

**22. MAI 2023 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 16. Juni 2008 zur Festlegung von Kernkompetenzen und Rahmenplänen im Unterrichtswesen**

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel 1 Nummer 9 des Dekrets vom 16. Juni 2008 zur Festlegung von Kernkompetenzen und Rahmenplänen im Unterrichtswesen, ersetzt durch das Dekret vom 22. Juni 2020, wird wie folgt ersetzt:

„9. Anhang IX: Rahmenplan Berufliche Orientierung für die Primar- und Sekundarschule“

**Art. 2** - Der Anhang IX desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 28. Juni 2010, wird durch den Anhang zum vorliegenden Dekret ersetzt.

**Art. 3** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. September 2023 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das

Belgische Staatsblatt veröffentlicht wird.

Eupen, den 22. Mai 2023

O. PAASCH  
Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen  
A. ANTONIADIS  
Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen  
I. WEYKMANS  
Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien  
L. KLINKENBERG  
Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung

—  
Fußnote

Sitzungsperiode 2022-2023  
Nummerierte Dokumente: 264 (2022-2023) Nr. 1 Dekretentwurf  
264 (2022-2023) Nr. 2 Abänderungsvorschlag  
264 (2022-2023) Nr. 3 Bericht  
264 (2022-2023) Nr. 4 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text  
Ausführlicher Bericht: 22. Mai 2023 - Nr. 58 Diskussion und Abstimmung